

Depuis bientôt un mois, l'Université de la ville du Cap en Afrique du Sud est le théâtre d'un mouvement de protestation étudiant qui a pris pour cible la statue de Cecil John Rhodes qui domine la partie sud de la ville depuis le campus supérieur de l'université, métaphore de l'héritage colonial persistant au sein des universités – et de l'éducation en général. Rhodes, qui a « donné » son nom à la Rhodésie au 19^e siècle, est probablement le nom qui, en Afrique du Sud, incarne le plus clairement la domination coloniale et l'oppression des Africain-e-s. Sa statue, qui trône fièrement en haut des marches qui amènent aux bâtiments principaux de l'université du Cap, symbolise ainsi pour des milliers d'étudiant-e-s noir-e-s sud-africain-e-s à quel point l'université, et la société sud-africaine plus largement, n'ont pas encore été pleinement décolonisées.

Alors que le mouvement « Rhodes Must Fall », qui a débuté le 9 mars par l'action d'un étudiant qui a recouvert la statue d'excrément, a obtenu après trois semaines de mobilisation, d'actions et d'occupations que l'université accepte le retrait de la statue, un « meeting de masse » doit se tenir ce mercredi 8 avril à UCT, qui appelle à continuer et élargir le mouvement.

Nous reproduisons ici, avec l'aimable accord de son auteur, un article publié par Christopher Webb sur le site « [Africa Is A Country](#) », qui revient sur le mouvement et ses enjeux.

A l'heure où j'écris, les étudiant.e.s de l'Université de Cape Town (UCT) occupent un des bâtiments administratifs, pour demander que soit retirée la statue de Cecil John Rhodes, qui domine les banlieues sud, libérales et majoritairement blanches de la ville du Cap, depuis le campus supérieur de l'université. Plus tôt cette semaine, les étudiant.e.s en licence de l'Université de Toronto, où j'étudie et enseigne, ont organisé une marche massive en soutien à leurs assistants de cours (*teaching assistants*), qui entament leur troisième semaine de grève. D'ici la fin du mois, plus de 30 000 étudiant.e.s au Québec pourraient être en grève contre le programme d'austérité du gouvernement provincial. Mis à part l'enivrant enthousiasme des mobilisations politiques sur les campus, existe-t-il une variable qui rapproche ces deux luttes estudiantines apparemment disparates et ce qu'elles peuvent apprendre l'une de l'autre ?

Lorsque l'on regarde les photos du groupe facebook « Rhodes Must Fall » (*Rhodes doit tomber*), il devient clair que le but de l'occupation ne se limite pas au retrait de la statue qui glorifie un tyran colonial responsable de l'immense souffrance infligée sur les corps noirs dans l'Afrique australe. Les étudiant.e.s qui brandissent des pancartes sur lesquelles on peut lire « Black Staff at UCT Matter » (*le personnel noir de UCT a de l'importance*) attirent également l'attention sur les bas salaires du personnel de maintenance et de ménage sur le campus. Depuis un certain temps, les syndicats ont dénoncé le sous-traitement des services du campus à des compagnies privées, l'exploitation, le harcèlement et la discrimination auxquels beaucoup de travailleurs-ses font face de la part de leurs managers.

En prenant pour cible les symboles durables de la domination raciale sur le campus ils n'ont pas seulement exposé la blanchité épistémologique du contenu des cours, mais les manières dont l'université exploite une main d'œuvre bon marché et racialisée.

Cela est d'une immense importance parce que cela met en lumière le fait que les universités reposent de plus en plus sur l'emploi massif de travailleurs-ses mal payé.e.s,

contractuel.le.s ou précaires pour leur fonctionnement quotidien. Cela met en lumière un monde du travail caché qui permet aux universités d'être opérationnelles, depuis le nettoyage des résidences étudiantes jusqu'à la préparation de repas pour des milliers de personnes chaque jour. A UCT, il se trouve que le gros de ce travail est effectué par des personnes noires, majoritairement des femmes. En règle générale, les universités travaillent à se positionner au sein d'une hiérarchie qui invisibilise ces formes de travail. Même quand les universités se présentent comme des employeurs charitables, les bénéficiaires en sont presque toujours les professeurs titulaires et les légions de doyens et de directeurs qui semblent se multiplier année après année, et non pas les personnes chargées de l'intendance ou du jardinage qui permettent à l'université de fonctionner. Les étudiant.e.s de UCT ont réussi à toucher cela en abordant les questions de racisme établi et institutionnel au sein de la première université d'Afrique, et par là, ils et elles s'attaquent aux questions à la fois de race et de classe au sein du système universitaire.

En demandant à ce que la statue soit retirée, les militant.e.s ne s'attaquent pas seulement aux divisions cachées du travail qui permettent d'entretenir l'académie sur le(s) dos des corps noirs, ils et elles critiquent les dimensions racialisée, genrée et de classe qui façonnent l'accès à l'éducation dans la société sud-africaine. Défier la blancheur à UCT n'est pas dire que les étudiant.e.s sont à blâmer individuellement pour l'absence de transformation, mais c'est pointer du doigt le fait que des millions de Noir.e.s dans ce pays se trouvent dans une position où ne serait-ce que contempler la statue de Rhodes est une possibilité hors d'atteinte. C'est pointer du doigt le fait que l'inégalité économique demeure lourdement racialisée et genrée, et afin de transformer nos universités il faut que soit davantage reconnue la violence structurelle que les Noir.e.s continuent d'endurer alors qu'ils envoient leurs enfants dans des écoles délabrées dans des zones rurales reculées avec peu d'opportunités d'emploi à la sortie.

Une fois que nous situons cette lutte particulière au sein de l'économie politique de cette nation profondément inégalitaire, il devient plutôt clair qu'une lutte contre les symboles du colonialisme est une lutte contre la perpétuation des formes coloniales de domination dans le présent. Dans le cas sud-africain, cela implique à la fois des formes matérielles d'inégalité raciale inscrites dans la nature de l'économie post-apartheid - les divisions urbaines qui se dessinent aujourd'hui encore selon des lignes raciales n'en sont qu'un exemple, comme le sont les formes contemporaines de la migration de travail. Cela implique aussi, bien sûr, les principes idéologiques de la suprématie blanche, qui dénie et sape l'intelligence des Noir.e.s et fait des valeurs des Lumières l'acmé de ce à quoi les gens de ce continent devraient aspirer, particulièrement au sein de l'académie.

Affirmer que retirer une statue ne parviendrait pas à s'attaquer aux problèmes structurels au cœur des universités sud-africaines c'est ne pas voir les façons par lesquelles l'inégalité est produite à la fois par des forces économiques et par les idéologies de la domination, qui demeurent profondément gravées dans le tissu socio-économique sud-africain.

Et c'est là que réside l'immense valeur du mouvement « Rhodes Must Fall » pour les luttes étudiantes partout dans le monde : c'est en s'attaquant au problème du racisme sur les campus universitaires que l'on expose les conditions structurelles qui définissent l'accès à l'éducation publique, et, partant, la nature de cette éducation même. En cela, les étudiant.e.s de UCT sont en pointe. Alors que les étudiant.e.s de Toronto se sont mis en grève pour l'amélioration des financements pour les étudiant.e.s travailleurs.ses, plus de travail doit être fait pour mettre en lumière la manière dont l'accès à l'enseignement supérieur dans certaines des meilleures institutions mondiales est façonné et déterminé par des histoires d'inégalité économique dans lesquelles la domination raciale a joué un rôle

déterminant. Une telle approche peut aussi, de manière cruciale, attirer l'attention sur le travail racialisé et genré au sein de l'usine académique.

Il existe une longue histoire d'occupations étudiantes qui déclenchent des réactions en chaîne de protestations sociales. A travers l'histoire, les étudiant.e.s ont joué le rôle de catalyseurs des luttes, en ce qu'ils et elles ressentent plus intensément les conséquences des changements économiques et politiques. Dans l'histoire sud-africaine, ils et elles ont aussi été celles et ceux qui se sont montré.e.s prêt.e.s à prendre le risque nécessaire à l'avancée des luttes d'émancipation. En Amérique du Nord et en Europe les soulèvements étudiants ont mis en cause les principes de l'austérité économique et du rationalisme néolibéral qui préfère les restrictions fiscales au développement humain. En Afrique du Sud, les protestations autour du mouvement « Rhodes Must Fall » et leur expansion à d'autres universités, y compris jusqu'à l'université de Rhodes elle-même, signale une tendance au changement. Ces « né.e.s-libres » de l'après-1994 ne se satisfont tout simplement pas, et c'est légitime, des victoires de leurs parents. Leur objectif peut difficilement être réduit au retrait d'une statue et à son remplacement par une autre, et elles et ils ont sans aucun doute lu Fanon. Si les dernières vingt années de la politique sud-africaine nous ont au moins appris quelque chose, c'est que la glorification avant la transformation ne sert qu'à planter les graines d'un amer ressentiment. Les étudiant.e.s à travers le monde regardent aujourd'hui vers un futur qui semble plutôt morne. Ils et elles sont en train de réaliser qu'il est en leur pouvoir de le changer, et, comme l'écrivait Steve Biko, de « donner à l'Afrique du Sud [et au monde entier] le plus beau cadeau possible - un visage plus humain ».

Traduction : Solène Brun.

Nos contenus sont placés sous la licence Creative Commons ([CC BY-NC-ND 3.0 FR](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/)). Toute parution peut être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur.e(s) et URL d'origine activée.